

Le Crédit Agricole s'adapte au nouvel environnement

Un environnement qui a changé

Des actions qui portent déjà leurs fruits en matière de liquidité

Une dette court terme ramenée de 170 Mds€ (au 30 juin 2011) à 145 Mds€ (au 14 septembre 2011)
Le désengagement des Money Market Funds a été absorbé
Un refinancement assuré à moyen et long terme

Nos objectifs pour nous adapter au nouvel environnement

Une réduction structurelle de 50 Mds€ de notre endettement entre juin 2011 et décembre 2012
Un programme de refinancement MLT 2012 de 12 Mds€ sur les marchés au lieu de 22 Mds€ en 2011

Nos leviers d'action

BFI : réduction des besoins de financement de 15 à 18 Mds€
Services financiers spécialisés : réduction des besoins de financement de 9 à 11 Mds€
Banque de proximité France International : réduction des besoins de financement de 21 à 23 Mds €

Nos réserves de liquidité

Plus de 110 Mds€ de réserves de liquidité disponibles
Une base importante d'actifs titrisables et disponibles, de très bonne qualité

Une exposition limitée et gérable aux pays périphériques de la zone Euro

Nos atouts : un modèle résilient et la puissance du groupe Crédit Agricole

Un environnement qui a changé

Ces derniers mois ont été marqués pour les établissements bancaires par un contexte de liquidité durablement sous contrainte. L'accès au financement long terme est contraint et le financement court terme a diminué, en particulier en dollars. Les exigences prudentielles ont été renforcées. La nécessité de réduire l'effet de levier et la taille des bilans s'est imposée.

Dans ce contexte, le Crédit Agricole s'adapte à ce nouvel environnement.

Des actions qui portent d'ores et déjà leurs fruits en matière de refinancement

Grâce à son modèle de refinancement rigoureux et diversifié (devises, investisseurs, présence de plus de 25 trésoreries dans le monde), le groupe Crédit Agricole a fait face à la raréfaction de la liquidité en dollars au cours de l'été 2011. La part libellée en USD dans la dette court terme passe de 44 % au 30 juin 2011 à 27 % au 14 septembre 2011. La part USD en provenance des Etats-Unis passe de 37 % à 14 %. On observe une augmentation de la contribution des trésoreries en Asie et au Moyen-Orient.

Le Groupe a ainsi ramené sa dette court terme, depuis le 30 juin 2011, de 170 Mds€ à 145 Mds€ au 14 septembre 2011. Le désengagement des *Money Market Funds* a été absorbé : l'encours de financement par les *Money Market Funds* US n'est plus que de 6 Mds€. La trésorerie en dollars demeure excédentaire, avec 8 Mds USD de dépôt *overnight* quotidien à la Réserve Fédérale américaine.

Le refinancement du Groupe est assuré à moyen et long terme : le programme marché 2011 (22 Mds€) est réalisé à 100% ; le programme réseau (5 Mds€) est réalisé à 83%, en avance par rapport au calendrier de placements planifié, avec 600 m€ levés au mois de septembre.

Au total, 26,4 Mds€ ont été levés avec une durée moyenne de 6,6 ans et un *spread* moyen compétitif de 84 bp contre swap 6 mois.

Nos objectifs pour nous adapter au nouvel environnement

Le Crédit Agricole prévoit une réduction structurelle de 50 Mds€ de son endettement entre juin 2011 et décembre 2012, dont 45 Mds€ à court terme (-26%). Il va également réduire son programme annuel de refinancement sur les marchés moyen long terme, en passant de 22 Mds€ en 2011 à 12 Mds€ en 2012 (- 45%).

Nos leviers d'action

Pour réduire le besoin de financement du Groupe, un certain nombre de mesures vont être mises en œuvre dans les différents métiers :

- En Banque de financement et d'investissement, la réduction pérenne du besoin de financement sera de 15 à 18 Mds€, avec l'arrêt progressif de certaines activités à l'issue d'une revue de portefeuille, la réduction ciblée des activités de financements structurés, de banque commerciale et de marchés et la fermeture d'implantations non stratégiques à l'international. Une première étape de 9 Mds € sera déjà franchie à l'échéance fin d'année. Il s'agira également d'une accélération de la mise en œuvre du plan 2014 : désengagement accéléré de certaines activités en cours d'arrêt et focalisation de la croissance sur les métiers à forte rentabilité intrinsèque et à plus fort taux de *cross selling*.

La BFI représente 15% du Produit net bancaire des métiers du groupe Crédit Agricole. Depuis 2007 et grâce aux effets du plan de recentrage 2008-2010, les besoins de refinancement ont déjà été réduits de 35 Mds€.

- Dans les Services financiers spécialisés, la réduction du besoin de financement sera de 9 à 11 Mds€, avec : la cession de portefeuilles de crédits, le désengagement d'activités et plus généralement une baisse du besoin de refinancement, avec en parallèle, le développement de ressources alternatives dans certains pays où le Groupe n'est pas présent en Banque de proximité.
- La Banque de proximité en France et à l'International bénéficie d'une priorité avec un passage de 70 à 75% du capital alloué. La réduction du besoin de financement en banque de proximité sera de 21 à 23 Mds€. La base de dépôts est de 370 Mds€, en constante progression. La collecte hors bilan est de 324 Mds€, dont la croissance est réorientable en partie vers l'épargne bilan.

Nos réserves de liquidité

En matière de liquidité, le groupe Crédit Agricole va accroître ses réserves (plus de 110 Mds€ de réserves disponibles au 14 septembre 2011). Le Groupe dispose d'une base importante d'actifs titrisables et disponibles, de très bonne qualité.

Une exposition limitée et gérable aux pays périphériques de la zone euro

Les expositions nettes du groupe bancaire aux pays périphériques de la zone euro (Grèce, Irlande, Portugal, Espagne, Italie) représentent 0,7% du total bilan. Quant aux expositions nettes des assurances aux pays européens ayant reçu une aide internationale (Grèce, Irlande, Portugal), elles représentent 0,07% du total bilan.

Predica dispose de réserves mobilisables importantes : des plus-values latentes de 1,6 Md€ au 30 juin 2011 ; des réserves dont la principale est la provision pour participation aux excédents de 4,2 Mds€ au 30 juin 2011. 97 % du portefeuille obligataire non souverain est par ailleurs *Investment grade*.

Par ailleurs, des mesures renforcées concernant Emporiki ont été engagées, tant en matière de diversification du refinancement d'Emporiki (recours à des sources alternatives de collecte, meilleure rémunération des comptes à terme, recours à la BCE pour 500 millions d'euros en juillet, qui vont être portés à plus de 800 millions d'euros d'ici fin septembre) que d'actions sur le résultat brut d'exploitation et sur le coût du risque (économies de charges, intensification de l'effort sur le recouvrement des crédits, poursuite de la politique très restrictive d'octroi de nouveaux crédits).

Nos atouts : un modèle résilient et la puissance du groupe Crédit Agricole

Face au nouveau contexte, le groupe Crédit Agricole s'appuie sur les atouts qui font sa force : son modèle fondé sur un socle puissant de Banque universelle de proximité au service de l'économie réelle et son ambition caractérisée par la croissance organique et l'effet Groupe.

Le Crédit Agricole est structurellement solide, grâce à des garanties croisées et à des engagements réciproques entre Crédit Agricole S.A. et les Caisses régionales. Le mécanisme Switch est une nouvelle traduction de ces solidarités et avant la fin de l'année, 50 Mds € d'emplois pondérés de Crédit Agricole S.A. seront transférés vers les Caisses régionales.

Crédit Agricole S.A. figure parmi les groupes bancaires les plus solides et les mieux notés d'Europe.

La solidité du Groupe s'exprime également par le renforcement continu de ses ratios de solvabilité : un ratio *Core Tier 1* à 9,1% et un ratio *Tier 1* de 10,5% (groupe Crédit Agricole). L'objectif est de 9% de *Common Equity Tier 1* en 2013.

Relations INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber + 33 1.43.23.26.78

Nathalie Auzenat + 33 1.57.72.37.81

Colette Canciani + 33 1.43.23.45.93

Sébastien Chavane + 33 1.57.72.23.46

Fabienne Heureux + 33 1.43.23.06.38

Marie-Agnès Huguenin + 33 1.43.23.15.99

Aurélie Marboeuf + 33 1.57.72.38 05

Avertissement :

Ce communiqué peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n°809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Les chiffres présentés ne sont pas audités.